Extrait de la déclaration finale des chefs d'État ou de gouvernement de la Conférence de Belgrade qui, à l'invitation de Tito, Nehru et Nasser réunit 25 pays non-alignés, du 1^{er} au 6 septembre 1961.

(...) L'impérialisme est sur son déclin les empires coloniaux et les autres formes d'oppression étrangères imposées aux peuples en Asie, en Afrique et en Amérique latine disparaissent peu à peu de la scène de l'histoire (...).

Les gouvernements des pays participant à la conférence rejettent catégoriquement la thèse qui veut que la guerre, et notamment la guerre froide, soit inévitable, car cette thèse est un aveu d'impuissance et de désespoir.

(...) Le monde où nous vivons est caractérisé par l'existence de systèmes sociaux différents. Les pays participants ne considèrent pas que ces différences constituent un obstacle insurmontable à la stabilisation de la paix, à condition qu'il n'y ait pas de tentatives de domination et d'ingérence dans les affaires intérieures des autres peuples et nations (...).

Les pays participants considèrent que dans ces conditions, la coexistence pacifique, selon ces principes, est la seule solution si l'on veut sortir de la guerre froide et du risque d'une catastrophe universelle.

(...) Les pays non alignés représentés à la Conférence ne prétendent pas créer un nouveau bloc et ne peuvent pas constituer un bloc (...). Estiment que la lutte du peuple algérien pour la liberté, l'autodétermination et l'indépendance, et pour l'intégrité de son territoire national, y compris le Sahara, est juste et nécessaire (...).

Exigent que les événements tragiques du Congo ne se renouvellent pas (...).

Condamnent résolument la politique d'apartheid pratiquée par l'Union Sud-africaine (...).

Condamnent les politiques impérialistes poursuivies au Moyen-Orient et donnent leur appui au plein rétablissement de la population arabe de la Palestine dans tous ses droits (...). Estiment que l'établissement et le maintien de bases militaires étrangères sur les territoires d'autres états, particulièrement contre la volonté expresse de ceux-ci, constituent une violation flagrante de la souveraineté de ces états (...).

Sont convaincus que le droit de Cuba ou de toute autre nation à choisir librement le système politique et social le plus conforme à sa situation et à ses besoins, et à ses possibilités doit être respecté (...).